Edmond Orban, *La dynamique de la centralisation dans l'État fédéral : un processus irréversible?*, Montréal, Québec/Amérique, 1984, 526 p.

André Bernard

Numéro 10, automne 1986

Opinions et votes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040537ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040537ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernard, A. (1986). Compte rendu de [Edmond Orban, *La dynamique de la centralisation dans l'État fédéral : un processus irréversible?*, Montréal, Québec/Amérique, 1984, 526 p.] *Politique*, (10), 122–124.
<https://doi.org/10.7202/040537ar>

Edmond ORBAN, *La dynamique de la centralisation dans l'État fédéral: un processus irréversible?*, Montréal, Québec/Amérique, 1984, 526 p.

Dès la première page de cet important ouvrage, Edmond Orban signale que ce livre est «l'aboutissement d'un cheminement d'une vingtaine d'années d'enseignement et de recherche consacrées largement aux problèmes théoriques et pratiques du fédéralisme, spécialement en Amérique du Nord et en Europe occidentale». Edmond Orban a en effet consacré au fédéralisme une grande part de sa carrière universitaire ainsi qu'en témoignent son livre de 1979 (*Le Conseil nordique: un modèle de Souveraineté-Association*, Hurtubise-HMH) et ses nombreuses contributions à des ouvrages

collectifs (par exemple *Fédéralisme et Nations*, Presses de l'Université du Québec, 1971, pour citer un texte déjà ancien).

La première des deux parties de l'ouvrage est consacrée à une réflexion d'ensemble: qu'est-ce que la centralisation? pourquoi touche-t-elle aussi l'État fédéral? quels facteurs accélèrent le processus de centralisation politique dans une fédération? quels facteurs freinent ou contrarient ce processus? En bref: la volonté de concurrence entre les «nations» et la volonté de stimuler et de stabiliser l'activité économique sont les deux principaux moteurs de la centralisation, dans le contexte contemporain d'accélération des communications et d'accroissement des capacités techniques de production de biens et services. Inversement, la concurrence entre les «régions», appuyée sur la renaissance des identités ethniques ou culturelles, constitue, dans une certaine mesure, un contrepoids à la centralisation dans les États fédéraux, mais ce contrepoids est lui-même contrebalancé par la volonté de «redistribution égalitaire» des ressources entre les «régions».

La réflexion proposée par Edmond Orban dans la première partie de son livre est toute en nuances. L'auteur montre que la diversité des perceptions et des intérêts constitue une trame d'autant plus complexe que les populations sont hétérogènes et dispersées. À cet égard, il faut, dans l'analyse, tenir compte des particularités du territoire et de sa localisation par rapport à son environnement externe, tenir compte des caractères de l'activité économique, des traits distinctifs des nombreuses catégories sociales présentes, et d'une quantité d'autres éléments dont l'influence sur la dynamique de la centralisation est incontestable bien que difficilement mesurable.

La deuxième partie de l'ouvrage présente l'analyse du processus de centralisation dans quatre fédérations: la Suisse, la République fédérale d'Allemagne, les États-Unis et, enfin, le Canada. Après une brève description des quatre fédérations qu'il examine (pages 211-307), l'auteur étudie les accommodements particuliers

à chacune, du point de vue du processus de centralisation que chacune a connu.

Cette deuxième partie de l'ouvrage, fondée sur l'analyse de quatre cas concrets, montre clairement que la pression en faveur de la centralisation n'est pas perçue pour toutes les activités et que le processus de centralisation s'effectue d'une façon particulière dans chaque fédération. Edmon Orban insiste d'ailleurs sur ce point et il se plaît à souligner que le Canada est unique en son genre, en raison de l'immensité de son territoire et de la diversité des intérêts régionaux qui le caractérise. Au Canada, de plus, l'une des provinces, le Québec, affiche un nationalisme dont on ne trouve pas d'exemple aux États-Unis ou en République fédérale d'Allemagne, le cas des cantons suisses étant, à cet égard, tout à fait spécial.

Mais, malgré la diversité des situations, une conclusion s'impose: l'évolution des pratiques et l'évolution constitutionnelle expriment, dans les quatre fédérations étudiées, une tendance au renforcement des pouvoirs du gouvernement central, surtout dans le domaine économique, mais ce renforcement des *pouvoirs* centraux est accompagné partout d'un accroissement de la décentralisation administrative.

Cette conclusion d'Edmond Orban, pour en voir toutes les dimensions, il faut lire l'ouvrage en entier. Rédigé dans un style très accessible, *La dynamique de la centralisation dans l'État fédéral* devait constituer une lecture enrichissante pour ceux qui cherchent à mieux comprendre l'évolution du fédéralisme.

André Bernard

Université du Québec à Montréal